VICTOR LOUPAN
PIERRE LORRAIN

L'argent de Moscou

L'HISTOIRE LA PLUS SECRÈTE DU PCF

Préface de Branko Lazitch

PLON

VICTOR LOUPAN PIERRE LORRAIN L'argent de Moscou PCF

32

L'ARGENT DE MOSCOU

8° R
11124 3

DES MÊMES AUTEURS

Pierre Lorrain

L'Evangile selon Saint Marx, Belfond, Paris, 1982.
Les Territoires sans loi, Laffont, Paris, 1992.
Le Monstre de Rostov, enquête criminelle dans l'URSS du déclin, Fleuve noir, 1993.

Victor Loupan

La Révolution n'a pas eu lieu, Laffont, Paris, 1990.

1722910

VICTOR LOUPAN PIERRE LORRAIN

L'ARGENT DE MOSCOU

L'histoire la plus secrète du PCF

Préface de Branko Lazitch

PLON
76, rue Bonaparte
Paris

DL-22021994-03864

© Librairie Plon
ISBN 2-259-02682-6

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

PRÉFACE

Un siècle de mensonges et de corruption

En inversant la célèbre phrase introductive du *Manifeste communiste*, on pourrait dire de la situation politique actuelle : un spectre *ne* hante *plus* l'Europe, le spectre du communisme.

L'écroulement de ce système en Union soviétique et en Europe centrale, en faisant disparaître nombre de ses ingrédients, a rendu possible la réapparition — ou la résurrection — de nouvelles forces matérielles et intellectuelles, notamment de l'histoire, en tant que science, et quête de vérité.

De Lénine à Gorbatchev, cette dernière a été la victime préférée du totalitarisme. Celle de la Russie soviétique comme celle du parti communiste ont été continuellement falsifiées, dans un travail digne du ministère de la Vérité, dans le *1984* de George Orwell. Mais Moscou avait également le pouvoir de déformer l'histoire des autres peuples de la planète. Il disposait pour cela de l'Internationale communiste et de ses sections (appelées « partis frères » en langue de bois), avec leurs archives et leurs documents.

Alors même qu'ils rompaient avec les pratiques du passé, Lénine et ses amis firent preuve de beaucoup de conformisme. Les mots restèrent les mêmes ou très

proches : IIIe Internationale communiste à la place de IIe Internationale socialiste, parti communiste au lieu de parti socialiste dans chaque pays. En paroles, le changement ne semblait pas fondamental, mais il l'était en actes. Tout d'abord, la nature des liens entre l'« état-major de la révolution mondiale » et ses détachements avancés (partis communistes) était sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier, et à plus forte raison dans celle des Internationales bourgeoises (libérale, démo-chrétienne, etc.). La soumission absolue à une direction centralisée à Moscou était une caractéristique propre de l'Internationale communiste (Komintern), de même que le mélange de révolutionnaires professionnels, d'agents secrets, de militaires, de diplomates, qui constituaient ses troupes. Sur le plan financier, le système était aussi simple qu'inédit : un parti trésorier, le russe, et tous les autres à sa solde. Dans cette situation, le suzerain pouvait se permettre tout, y compris de condamner à mort l'un de ses vassaux, comme il le fit avec le PC polonais, en 1938. Dans la pratique qui s'établit au cours de l'existence du Komintern, et après sa dissolution en 1943, l'argent devient le principal lien de dépendance entre Moscou et les partis communistes du monde entier, même si les responsables soviétiques de l'Internationale refusaient catégoriquement de l'admettre. La soumission se déroula en trois étapes :

Dans un premier temps, l'argent soviétique « arrosa » la presque totalité des « partis frères » qui continuèrent à toucher régulièrement les subventions de Moscou.

Ensuite, à la moindre allusion sur l'origine de ces fonds, Moscou, avec l'aide de ses partis vassaux, déclencha des campagnes considérables, pour empêcher toute enquête sur les affaires et scandales qui parvenaient à l'opinion publique. A deux ou trois exceptions près, le

résultat fut que le Parti resta intact et que l'argent était blanchi.

Dans un troisième temps, des politiciens et des savants, des hommes de lettres et des artistes occidentaux qui n'étaient pas communistes se mirent à épouser cependant la thèse communiste à propos de l'inexistence de sources financières soviétiques. En termes clairs, ils contribuèrent à faire qualifier de menteurs ceux qui disaient la vérité nue sur l'argent de Moscou. Et, dans la totalité du monde démocratique « capitaliste », la version mensongère fut généralement acceptée comme une vérité scientifique et historique. Toute référence au financement occulte par l'URSS était taxée d'« anticommunisme systématique et primaire ».

Bien qu'ils se soient faits plus rares dans les derniers temps du communisme, deux exemples illustrent bien ce préjugé favorable à Moscou et aux partis frères, chez les historiens et politologues occidentaux.

Le premier se situe en Grande-Bretagne, il y a plus de dix ans. En 1982, le professeur E. H. Carr, considéré par beaucoup de monde en Occident comme l'historien numéro un de l'Union soviétique, à laquelle il avait consacré quatorze épais volumes, publia une histoire du Komintern entre 1930 et 1935 (cinq cents pages), qui passait totalement sous silence l'existence et l'activité de l'OMS (la Section des liaisons internationales). Pourtant, cette branche de l'organisation était chargée de l'ensemble des opérations financières et policières du Komintern. Quant à Ossip Piatnitski, chef de l'OMS depuis sa création en 1921, jusqu'à son élimination en 1935, l'ouvrage ne le mentionnait nulle part. En pratiquant ainsi l'autocensure, à moins que ce ne fût par simple ignorance, le professeur Carr contribuait à compléter le travail de Staline, qui raya Piatnitski de l'histoire selon sa méthode préférée : en l'assassinant. Par son silence, E. H. Carr servit « objectivement » la cause soviétique et participa à la

transformation des mensonges staliniens en faits pseudo-historiques.

Le second exemple concerne la France et remonte à près de quinze ans. Jean Montaldo, au cours de son enquête sur les affaires financières soviétiques et communistes, se procura, grâce à son effort d'investigation et à un peu de chance, environ cinq cents kilos de documents originaux, tous en provenance de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, la banque de l'Etat soviétique en France. Durant l'hiver 1978-1979, eut lieu à Paris une grève des éboueurs de plusieurs semaines. En passant devant le siège de la BCEN, boulevard Haussmann, Montaldo s'aperçut que, dans les sacs-poubelles qui s'entassaient chaque jour sur le trottoir, figuraient de nombreux listings et relevés de compte. Il vint les ramasser chaque nuit, accompagné d'un huissier qui faisait un constat en bonne et due forme, et en toute légalité, puisque ce qui est abandonné sur la voie publique, est à tout le monde. Cela représentait des milliers de pages sur les activités soviétiques, mais surtout éclairait, chiffres à l'appui, la dépendance financière du PCF et de la CGT, ainsi que de personnalités communistes, du monde politique et artistique, qui bénéficiaient de confortables découverts ou recevaient des sommes considérables sur leur compte personnel. Alors que les responsables de la place du Colonel-Fabien engageaient une campagne pour dénoncer la « falsification », le gouvernement français ne fit même pas ouvrir une enquête, contribuant ainsi à enterrer l'affaire. En l'occurrence, le pouvoir aida « objectivement » les communistes comme le fit à sa manière Alain Duhamel dans *Le Monde* en présentant ainsi l'ouvrage : « *A aucun moment de la démonstration de Jean Montaldo, dans aucun passage précis de son livre, et dans aucun des très nombreux documents qu'il reproduit, il n'est établi que le PC et la CGT aient bénéficié par ce canal d'un*

seul centime d'une seule subvention ou d'une aide qui serait effectivement déshonorante. En somme, le parti communiste et la CGT ont, en utilisant la BCEN en banquier de prédilection, fait preuve d'une maladresse psychologique et politique. C'est beaucoup mais c'est tout. » (*Le Monde*, 3 mars 1979.)

Les communistes russes et français, si prompts à nier les faits tout comme l'authenticité des documents qu'on leur opposait, se gardaient bien, également, d'authentifier des affaires plus anciennes. L'histoire était sous la haute surveillance du Comité central. La règle de conduite en matière de documents et d'archives était très simple : conserver tout, mais ne rien publier. Cette logique absurde s'est révélée une bénédiction pour les historiens après l'écroulement du système soviétique en 1991. Jusqu'à la veille de cet événement, l'URSS se trouvait dans la situation ubuesque de disposer de la totalité des archives du Komintern, mais d'être incapable de publier un seul ouvrage original en utilisant des documents inédits. Au cours du dernier quart de siècle, un seul livre a été publié sur le sujet sous la direction de Boris Ponomarev, l'inamovible chef du département international du parti communiste soviétique. C'était en 1969 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fondation du Komintern. Avec une telle périodicité, le livre suivant n'aurait pas dû sortir avant 2019.

L'absurdité ne s'arrêtait pas là : les communistes italiens et yougoslaves, après d'innombrables démarches auprès de Moscou, finirent par obtenir qu'une partie des archives concernant leurs relations avec le Komintern leur fût rendue. Ces documents, devenus accessibles aux chercheurs de ces deux pays, restèrent fermés aux historiens soviétiques, qui devaient se rendre à Rome et à Belgrade pour les consulter !

Dans cette entreprise de désertification de la science historique et politique, les Soviétiques s'employèrent à

rendre tabou le sujet des subventions qu'ils versaient au mouvement communiste international. Dès le début des années vingt, Lénine et ses compagnons savaient qu'au moment de renouer des relations diplomatiques et économiques avec les pays bourgeois, ils devaient être en mesure d'échapper à la question majeure que le capitalisme mondial ne manquerait pas de se poser : comment le Kremlin peut-il nous demander de l'argent pour aider son économie et en même temps financer les partis communistes pour agir contre la nôtre ? Pour le fondateur du communisme russe, la réponse ne pouvait être apportée que par l'utilisation de sa méthode préférée : le mensonge. C'est donc à partir de 1921, année du grand tournant (NEP) dans la politique intérieure et extérieure, que le mensonge sur l'inexistence des liens entre l'Union soviétique et les partis communistes fut formulé. Il resta par la suite en vigueur, finissant même, à force de répétition, par être toléré sinon accepté.

En fait, Lénine n'avait aucun intérêt pour l'argent en tant que critère de la santé économique d'un pays. N'écrivait-il pas à la fin de sa vie, et après avoir exercé le pouvoir, que l'or ne présentait aucune valeur économique et que dans le socialisme il pourrait servir à la construction de vespasiennes ? Voilà qui permet de remonter à la source du problème : la conception léniniste de l'importance et du rôle de l'argent dans l'action révolutionnaire.

L'idée que l'on pouvait corrompre les masses ou acheter des militants était certainement étrangère à Lénine. Si, pour lui, l'argent ne pouvait jamais remplacer une conviction, il pouvait, en revanche, contribuer d'une manière décisive à sa diffusion et à sa victoire. Il était indispensable pour transformer des militants dévoués en révolutionnaires professionnels, entièrement aux ordres et à la solde du Parti. Il l'était aussi

pour répandre la théorie révolutionnaire. Une idée devient force lorsqu'elle s'empare des masses, enseignait Marx. Mais, pour Lénine, le véhicule nécessaire pour apporter cette idée aux masses était l'argent qui permettait d'imprimer et de diffuser journaux, brochures, et livres, principaux moyens de propagande à l'époque. De même que, dans une guerre, les meilleures troupes (les masses dans le combat politique) et le meilleur état-major (le Comité central et Politburo dans la révolution) deviennent totalement impuissants dès que les munitions viennent à manquer, les meilleures idées de l'Agit-prop (agitation et propagande) restent sans effet si les moyens financiers sont insuffisants pour les diffuser. Aux yeux de Lénine, l'argent était à l'action révolutionnaire ce que les munitions étaient à la guerre, l'électricité aux machines et l'essence aux voitures. Dans son système de pensée activiste, il y avait d'un côté l'élite (les révolutionnaires professionnels) et de l'autre côté les masses, mais pour les uns et les autres, l'argent était également vital. Les révolutionnaires professionnels devaient se dévouer corps et âme, jour après jour, à la cause du Parti, en échange de quoi il fallait assurer leur existence. Quant aux masses, elles devaient être gagnées à la cause révolutionnaire par le travail en profondeur de l'Agit-prop. Il fallait donc des fonds considérables pour l'entretien des hommes et de la presse.

Il suffit de consulter la correspondance de Lénine entre 1915 et 1919 pour se rendre compte de l'importance de l'argent dans son action politique. En septembre 1915, durant la première partie de son séjour en Suisse, alors qu'il était encore plus « fauché » qu'il ne le sera par la suite, Lénine terminait en ces termes une lettre politique à Alexandra Kollontaï : « *Il n'y a pas d'argent, il n'y a pas d'argent ! C'est le principal malheur.* »

Dans la seconde moitié de son séjour en Suisse, il disposa de certains moyens dont la plus grande partie

venait de Jakob Hanecki. Ce social-démocrate polonais gagné au bolchevisme resta longtemps un personnage controversé à cause de ses relations avec Alexander Helfand-Parvus, ancien socialiste de gauche allemand et ami de Trotski, qui fut pendant la guerre un agent de l'Allemagne. Le 12 avril 1917, quelques jours après son retour à Petrograd, Lénine écrivait à Hanecki et à Radek une lettre qui commençait par ces mots : « *Jusqu'à maintenant rien de vous, nous n'avons reçu ni lettres, ni paquets, ni argent.* »

De la même manière qu'il avait refusé de désavouer les bolcheviques qui lui avaient fourni des fonds grâce aux hold-up et cambriolages qualifiés d'« expropriations », Lénine accorda son soutien à Hanecki, attaqué dans les cercles dirigeants du Parti. En juin 1917, une commission du Comité central du PC bolchevique reçut une déclaration au sujet de Hanecki en provenance du groupe du parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie en Russie. Le texte reconnaissait le caractère irréprochable de son activité politique, mais un paragraphe exigeait qu'il s'expliquât sur les accusations lancées contre lui. Le 13 juin, Lénine écrivit à la commission (cette lettre fut publiée pour la première fois en 1964) pour réclamer la suppression du passage concerné. Il eut d'ailleurs gain de cause à la suite d'une vigoureuse défense de Hanecki : pour lui, cet « agent du Parti » (donc de Lénine lui-même) n'avait fait que son devoir. Néanmoins, quelques mois plus tard, au lendemain de la victoire bolchevique, le Comité central du Parti prit la décision de ne pas nommer Hanecki au poste de représentant soviétique à Stockholm. En dépit de ce désavœu, Lénine lui confia la responsabilité des affaires d'argent, d'abord au Komintern puis dans le service diplomatique soviétique.

Lorsque Lénine devint le maître de la capitale russe, puis de l'Etat soviétique, l'argent ne disparut pas de ses préoccupations essentielles mais servit à financer

l'action communiste internationale. L'un des premiers décrets du nouveau pouvoir octroya aux mouvements révolutionnaires en Europe une aide de deux millions de roubles or. Les méthodes qui avaient fait le succès du parti bolchevique furent appliquées à l'échelle mondiale, et les socialistes européens se trouvèrent bientôt dans une situation matérielle très inférieure à celle des communistes, comme les mencheviques l'avaient été face aux bolcheviques.

Lénine fut à l'origine, dans le mouvement ouvrier, d'un renversement de pratique assez significatif. Avant 1914, un rapport financier complet figurait toujours dans les procès-verbaux des congrès de l'Internationale socialiste. A partir de 1919, ceux de l'Internationale communiste ne mentionnèrent plus le moindre compte. De même, dans les procès-verbaux du parti socialiste allemand, un tel rapport était de rigueur, mais il ne figurait pas dans ceux du PC allemand.

Cette rupture apparut en France avec la même évidence : alors que le procès-verbal du congrès de Tours, en décembre 1920, qui marqua la scission de la SFIO et la naissance du PC français, comportait un rapport financier préparé par l'ancienne équipe socialiste, il n'en alla plus de même lors des congrès suivants. Pour la première fois dans l'histoire contemporaine, une grande puissance fut en position de payer, pendant des décennies, l'activité d'un mouvement politique à l'échelle planétaire.

L'aide de Moscou au mouvement communiste à l'étranger est passée par trois phases, avant de trouver une forme durable. Pendant la première, de la prise du pouvoir à Petrograd jusqu'à la fondation du Komintern en mars 1919, le transfert de l'argent se faisait surtout par l'intermédiaire de personnes de confiance choisies par Lénine, ou par celui des premières légations soviétiques à l'étranger. Pendant la deuxième, de mars 1919 à la création de l'OMS, au

lendemain du IIIe congrès mondial du Komintern, pendant l'été 1921, le financement se faisait par le truchement de l'Internationale communiste et de ses émissaires secrets. La troisième et dernière phase, inaugurée par la création de l'OMS, se prolongea pendant toute l'existence du Komintern : les affaires financières devinrent la prérogative réservée de ce nouvel appareil spécialisé.

Au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviques, le 7 novembre 1917, Lénine et ses compagnons comptaient, pour compenser l'absence de partis communistes organisés en Europe occidentale, sur deux forces dont ils disposaient déjà : les révolutionnaires professionnels et la propagande, dont, nous l'avons vu, l'existence reposait sur l'argent. Voilà pourquoi, dès la conquête du pouvoir en Russie, les bolcheviques se lancèrent dans ces pratiques sans jamais admettre ouvertement la nature de leur entreprise. Avec la fondation de l'Internationale communiste, ce travail fut institutionnalisé, et le couple « révolutionnaires professionnels-propagande communiste » devint inséparable, comme en témoigne cet épisode.

En novembre 1919, Moscou réussit à installer clandestinement à Berlin le Secrétariat ouest-européen (WES) du Komintern. Très rapidement, le 23 décembre, les services de renseignements de l'armée américaine parvinrent à capter un message envoyé par le WES de Berlin à destination de Moscou. En voici le contenu : « *Envoyez l'argent. L'Italie et la France en ont un besoin urgent. Les perles se vendent bien ici, et les saphirs plus que tout, en Angleterre. Le secrétariat a un besoin urgent du matériel. Notre Centrale a dû partager tous les crédits déjà avant la conférence. Une succursale a été fondée à Vienne. Pour le moment, pas de nouvelles de Carlo. Il travaille bien. Abramovitch est allé à Paris. Là-bas, les affaires avancent d'une manière satisfaisante. Je vous prie d'expédier encore plus d'argent, le*

plus vite possible. Mon nouveau nom est désormais Thomas. Avec mes respects. James. »

Ce « Thomas » qui cessait d'être James ajoutait quelques informations récoltées au dernier moment. « *Lévi et Alexander viennent d'être arrêtés [...] La situation radio est prête [...] Nous avons besoin urgent de l'argent [...] Nous en avons un besoin urgent pour la Bulgarie, la Serbie et la France [...] Expédier sans tarder de l'argent pour l'Italie. Gouralski est arrivé ici avec l'argent pour l'Amérique*[1]. » (*Politika*, Belgrade, 19 avril 1992.)

Le déchiffrage technique était parfait, mais la compréhension politique nulle : le message ne révélait ni la nature des affaires ni les vrais noms des personnages. Soixante-dix ans plus tard, l'auteur de l'article qui citait le document ajoutait ce commentaire laconique : « *Naturellement, personne ne pouvait savoir qui était ce "James" en train de devenir "Thomas".* »

En réalité, ce n'était plus un secret depuis longtemps : il s'agissait d'un révolutionnaire polonais qui devint l'un des premiers apparatchiks du Komintern et qui ne révélera sa véritable identité, Jakob Reich, qu'une fois établi comme réfugié politique à New York, à la fin des années trente. Il fallut attendre encore un quart de siècle pour que Moscou finisse par reconnaître l'existence de celui qui était considéré comme une non-personne, et la réalité de son récit personnel sur les premiers temps des transferts de « l'or de Moscou » vers l'Europe et l'Amérique.

Les autres personnages mentionnés dans ce télégramme resté mystérieux aux yeux des commentateurs sont également connus. Carlo était le nom d'emprunt de Lioubarski, émissaire du Komintern en Italie, Abramovitch était le vrai nom d'un vieux bolchevique actif en France sous le pseudonyme de

1. Le caractère de ce message apparaissait immédiatement par le fait que le mot le plus fréquemment utilisé était « argent ».

Zalevski. Gouralski, qui se servait du pseudonyme de Lepetit, travaillait également en France. Quant aux « affaires » qui progressaient, le message déchiffré ne donnait pas d'éléments suffisants pour se rendre véritablement compte de la nature de la « marchandise ». Il s'agissait effectivement d'un commerce clandestin de pierres précieuses, mais la référence aux saphirs et aux perles ne permettait pas de conclure au lancement du trafic spécial à grande échelle dont le lecteur trouvera la description dans les deux premiers chapitres de cet ouvrage.

Si l'on compare l'attitude de Moscou en matière de financement des partis frères en 1919 et à la fin des années quatre-vingt, au moment de l'effondrement de l'URSS, on remarque une similitude et deux différences. La similitude : la politique d'aide fraternelle aux partis communistes étrangers se poursuivit sans aucune interruption, même pendant les périodes de troubles à l'intérieur du Komintern et les périodes de lune de miel, « coexistence pacifique », « détente », et autres pseudo-fraternisations avec le capitalisme occidental. La première différence : l'argent, qui était transporté au départ de manière illégale, donc dangereuse, sous la menace de l'appareil « répressif » bourgeois, fut véhiculé ensuite sous couvert de l'immunité diplomatique, sans le moindre risque. La seconde : le personnel chargé de l'exécution du transfert changea aussi. Au début, il s'agissait de révolutionnaires exposés aux dangers. Par la suite, ce furent des agents diplomatiques, mais aussi des membres de la police politique et des services secrets. Ce changement fut illustré symboliquement, sous Staline, par la nomination à la tête de l'OMS, en 1935, de Trillisser, un tchékiste de la première heure.

De Lénine, et son coup d'Etat du 7 novembre 1917, à Gorbatchev, remercié en décembre 1991, l'histoire

européenne n'a pas manqué d'événements d'importance, ni de bouleversements radicaux dans tous les pays, y compris en Union soviétique. Malgré cela, le système de financement accordé par Moscou aux partis frères a conservé, lui, ses principales caractéristiques à travers toutes les phases de son histoire et toutes les volte-face politiques qui ont jalonné ces sept décennies. Quelles sont ces caractéristiques ?

1. *L'ingérence.* Il est clair pour tout le monde que le système de subventions était contraire au droit international, et que les agissements des partis communistes en la matière contrevenaient à la législation des pays occidentaux. Mais cette violation permanente du droit n'entraînait aucune conséquence fâcheuse pour les communistes : au moment où le système finit par s'écrouler à l'Est, aucun parti communiste n'était hors la loi ni aucun militant communiste en prison, à l'Ouest. La conception de l'ingérence — comme beaucoup d'autres — était à sens unique, la subversion pouvait être pratiquée « légitimement » de l'Est vers l'Ouest, mais pas en sens inverse.

2. *La durée.* Dans le système soviétique, des dogmes invérifiables étaient considérés comme des vérités avérées (par exemple : la démocratie dite « socialiste »), des faits vrais connus de longue date étaient niés catégoriquement et présentés comme des inventions (par exemple : les camps de concentration). Mais certaines idées directrices ouvertement proclamées au début, furent, par la suite, passées sous silence pour des raisons tactiques ou diplomatiques, tout en continuant d'être mises sans interruption en pratique. Ce fut le cas du système de subventions aux « partis frères ».

3. *Continuité.* Lénine avait l'habitude de dire que la ligne du Parti ne peut être toute droite, comme la perspective Nevski à Petrograd. En fait, sur une multitude de problèmes et d'événements, le parti bolchevique savait négocier les « tournants », mais sur la question

de l'aide aux partis frères, la ligne numéro un, les intentions, était toujours concordante avec la ligne numéro deux, les actes.

Dans les années vingt, alors que dans la plupart des pays la devise-étalon était la livre sterling, en Russie soviétique, le dollar était roi, particulièrement pour les activités secrètes et le financement des partis communistes étrangers. C'est probablement le meilleur hommage que les bolcheviques pouvaient rendre indirectement au capitalisme américain. Cette avidité à acquérir des dollars poussa même Staline, à la fin des années vingt, à fabriquer et à mettre en circulation dix millions de dollars en faux billets. Les péripéties de cette aventure, y compris le travail avec la pègre internationale, notamment le célèbre Al Capone, sont dévoilées dans le livre *Agent de Staline* écrit par V. G. Krivitsky, chef des services de renseignements soviétiques en Europe occidentale, passé à l'Ouest en 1938.

Avant la guerre de 1914, parmi tous les partis membres de l'Internationale socialiste, un seul commit des délits punis par la loi pour se procurer de l'argent et disposer ainsi des moyens financiers indispensables à l'action révolutionnaire : le parti social-démocrate ouvrier de Russie auquel appartenaient Lénine et les bolcheviques. Là où ces derniers manifestèrent leur activité, l'argent apparut ouvertement comme un facteur politique et provoqua bien des récriminations dans les deux sens, aussi bien à l'intérieur de la sociale-démocratie russe que dans l'Internationale. D'ailleurs, au sein de cette dernière, Kautsky et Clara Zetkin furent chargés de garder le contrôle de la caisse du parti social-démocrate ouvrier russe, divisé en diverses fractions.

Ce qui fut une exception unique dans l'Internationale socialiste devint la règle générale de l'Internationale communiste : l'argent prit une importance

essentielle dans la vie du Komintern. S'il était parfaitement possible d'écrire sur l'Internationale socialiste sans jamais mentionner l'argent comme force agissante, ce ne l'était plus à propos de l'Internationale communiste.

Déjà du vivant de Lénine, l'argent jouait un double rôle, politique et moral. Politiquement, c'était la première fois dans l'histoire que pratiquement dans chaque pays du globe un parti d'un type bien défini pouvait s'adresser à une capitale étrangère, *et à une seule*, Moscou, pour réclamer des subsides (sans toujours les obtenir). Plus l'appareil des partis communistes étrangers se développait, plus il avait besoin de moyens matériels, et plus il devenait dépendant du Komintern. Moralement, autant il était admis et reconnu que les capitalistes étaient prêts et capables de corrompre les organisations politiques bourgeoises (et même, selon Lénine, les organisations sociales-démocrates), autant il devint vrai, sans que cela soit admis et reconnu, que l'argent du Komintern pouvait agir de la même manière sur les partis communistes et sur nombre de ses dirigeants. Les plus exposés étaient naturellement ceux d'origine ouvrière, peu disposés à quitter l'appareil du Parti et à retourner à l'usine, à la différence d'autres responsables, à qui leur profession libérale ou intellectuelle permettait de revenir à leur ancienne activité. Les nombreux militants de haut rang (les subalternes restaient dans l'ignorance) qui rompirent avec le Komintern soulignèrent le rôle corrupteur (politique et moral) de l'argent. Ainsi, lorsque « Thomas », le chef du premier secrétariat ouest-européen de l'Internationale, parlait de ses démêlés avec le parti allemand, ou des problèmes que ce dernier avait avec Moscou, en 1920-1921, il mettait l'accent sur le rôle de l'argent : « *Au fond, le Comité central allemand ne pouvait s'insurger : sur le plan matériel, il dépendait*

entièrement de Moscou. Tout le problème résidait dans cette dépendance. »

Frossard, le premier secrétaire général du PC français, définissait en ces termes les rapports entre les sections du Komintern et Moscou : « *Il n'y a pas en réalité d'Internationale communiste et ce congrès mondial n'est qu'une figuration. Seuls comptent le parti russe et ses chefs. Comme ils dispensent aux autres partis la manne bienfaisante, ils les tiennent à merci.* »

Angelica Balabanova qui occupa le poste de premier secrétaire de l'Internationale communiste dira à son tour rétrospectivement : « *Ma rupture définitive — ce que Zinoviev, paraît-il, présentait comme s'il était impossible de travailler avec moi — eut pour cause les questions d'argent [...] Les bolcheviques à commencer par Lénine et Trotski, me considérant comme une révolutionnaire digne de toute confiance, ne parvenaient pas à comprendre que je ne veuille pas cautionner leurs méthodes, c'est-à-dire l'emploi de moyens financiers, pour créer, en corrompant les militants, des courants d'opinion favorables aux bolcheviques, facilitant ainsi le passage à leurs côtés de toutes sortes d'éléments douteux et vénaux en vue d'organiser la scission des mouvements ouvriers et syndicaux. Finalement, ils ne furent pas moins étonnés et "déçus" par mon rejet de ces méthodes que je ne fus surprise moi-même de voir des révolutionnaires, qui prétendaient régénérer la société, recourir à de tels procédés.* »

M. N. Roy, le premier Asiatique à avoir joué un rôle important dans le Komintern, constatait en d'autres termes la même chose : « *Dans les années de grandes espérances qui suivirent la prise du pouvoir par les bolcheviques en Russie, le gouvernement soviétique gaspilla sans compter des sommes considérables dans tous les pays européens pour accélérer l'avènement de la Révolution [...] Au cours du temps, cela a conduit à la corruption et à la démoralisation du mouvement.* »

Boris Souvarine, premier représentant du PC français à Moscou, écrivait la même chose dans une lettre à Trotski et à Zinoviev, passés dans l'opposition à Staline : « *Si notre époque révèle une plaie jusqu'alors inconnue, c'est qu'il y a dans le mouvement ouvrier un fait nouveau : l'existence d'un Etat révolutionnaire qui dispose d'énormes subsides. La question à résoudre entre nous avant de la trancher dans l'internationale, c'est la question de l'argent. Les subventions russes sont un facteur immédiat et direct dans le déclin intellectuel et l'établissement moral de nos partis.* »

Pour finir, Ernst Reuter (Friesland), élu secrétaire général du PC allemand en août 1921, mais démis de ses fonctions cinq mois plus tard, osait écrire dès le 15 décembre 1921 dans la revue théorique du Parti : « *On ne peut pas fonder un mouvement communiste avec de l'argent. Une telle politique soutenue et portée par des moyens importants d'organisation et de finances ne sera ni comprise ni appliquée par les masses.* »

Lorsque, pendant la Première Guerre mondiale et tout de suite après, des personnalités éminentes quittèrent l'Internationale socialiste, comme Rosa Luxemburg et Lénine, parmi les critiques qui justifièrent leurs départs, il ne fut jamais question d'argent. En revanche, lorsque des fondateurs du mouvement communiste international et du Komintern rompirent avec celui-ci, les controverses financières arrivèrent tout de suite au premier plan. Ces six pionniers de la fondation du Komintern « Thomas », Frossard, Balabanova, Roy, Souvarine et Reuter étaient suffisamment haut placés pour voir clair, assez lucides pour analyser, et assez courageux pour dire que le ver était dans le fruit. On ne s'aperçut que bien plus tard que le ver avait fini par dévorer le fruit.

C'est cette histoire inconnue et cachée que révèle aujourd'hui l'ouvrage que l'on va lire. Il est normal que le PCF bénéficie d'une place prioritaire dans ces révé-

lations et que le portrait-robot de l'homme communiste se présente sous les traits de Maurice Thorez, « le prolétaire », et d'Henri Barbusse, « l'intellectuel ».

La lecture de ces documents inédits apporte une preuve supplémentaire pour confirmer l'axiome suivant : chaque fois que le Kremlin a avoué la vérité sur quelque point négatif du régime, la réalité dépeinte par les chefs communistes a dépassé en horreur les plus violents réquisitoires antérieurs des anticommunistes. Tel a été le cas pour l'économie. On la croyait simplement délabrée, jusqu'au moment où Gorbatchev nous apprit qu'elle était en pleine décomposition. Tel a été aussi le cas de la nomenklatura. On la savait bête et lâche, jusqu'au moment où la tentative de putsch d'août 1991 nous donna la pleine mesure de sa nullité. Il en va de même pour le PCF. On le savait aux ordres de Moscou, mais l'ampleur de cette soumission apparaît aujourd'hui supérieure à tout ce que nous avons soupçonné de pire, grâce aux documents publiés dans cet ouvrage.

Ces pièces, ultra-secrètes encore hier, confirment aussi la constatation plutôt encourageante que des centaines et des centaines de millions de dollars versés pendant si longtemps au PCF et à tous les partis frères n'ont pas empêché le déclin électoral du mouvement communiste en Europe (à l'exception de l'Italie), ni la dégénérescence des révolutionnaires professionnels en apparatchiks-bureaucrates, ni les scissions qui ont fait voler en éclats l'ancien monolithisme stalinien, ni la mort du « système socialiste mondial ». Et le vide ainsi créé ne sera comblé ni par les anciens communistes rebaptisés « socialistes » ou « social-démocrates » en Occident, ni, dans le tiers monde, par les derniers Mohicans du marxisme-léninisme, qu'ils aient pour nom Kim Il-Sung ou Fidel Castro.

Branko LAZITCH

INTRODUCTION

La question du financement par Moscou des partis communistes et progressistes dans le monde entier a été indiscutablement l'un des sujets les plus sensibles et controversés de l'histoire du communisme. Longtemps, les responsables communistes, en France comme à l'étranger, ont prétendu qu'ils ne recevaient et n'avaient jamais reçu aucune aide financière de la patrie du socialisme. L'argent dont, selon toutes les apparences, ils disposaient à profusion était censé provenir des cotisations, de la vente de vignettes, des indemnités des parlementaires et des élus locaux reversées aux caisses du Parti. Dans le cas de dépenses extraordinairement somptuaires, comme la construction du siège du PCF, place du Colonel-Fabien, on invoquait des souscriptions auprès des militants et des sympathisants. Grâce aux sacrifices des ouvriers, le « parti des travailleurs » pouvait donc se permettre ce dont les « partis de la réaction », qui selon la rhétorique communiste bénéficiaient pourtant de l'aide généreuse du « Grand Capital », étaient incapables ! C'était bien la preuve, s'il en fallait, de la supériorité du socialisme sur le capitalisme.

Un dicton russe prétend qu'il n'y a pas de secret qui ne finisse par se savoir. Le mythe de l'autosuffisance financière des partis communistes s'est effondré en

même temps que l'Union soviétique, et tout aussi progressivement. Un autre adage, international celui-là, explique que l'on ne respecte que la force. Pour reprendre une expression abondamment utilisée par la phraséologie communiste, *ce n'est pas un hasard* si, en France, la classe politique n'a vraiment entrepris de dénoncer la fraude électorale dans certaines villes tenues par le PCF (et saisi les tribunaux) qu'à partir du moment où la crédibilité du monde communiste a commencé à s'évanouir, au milieu des années quatre-vingt. Mais il a fallu attendre le début des années quatre-vingt-dix (et les « affaires » liées au financement des partis politiques) pour que la justice prenne enfin au sérieux l'éventualité d'un financement du PC par un réseau de sociétés. Leur seule activité consistait à obliger les entreprises désirant obtenir un marché quelconque dans une municipalité communiste à payer une commission substantielle en rétribution de prestations de services imaginaires. Pourtant, en 1977, dans son livre *Les Finances du PCF*, Jean Montaldo avait mis en évidence ce système sans soulever l'intérêt du Parquet. Il est vrai qu'à l'époque l'argent de la politique était un sujet presque tabou.

Il ne fallait pas parler non plus de l'argent provenant de Moscou. Pourtant, dès l'origine du mouvement communiste international, après Octobre 1917 en Russie, de nombreux témoignages ont, tout au long de l'histoire, établi la matérialité de ce financement. Mais qu'il était simple de discréditer ceux qui osaient parler ! Par la force des choses, ils étaient tous d'anciens communistes, donc des renégats mus par la soif de vengeance ou, pire encore, stipendiés par d'obscures officines à la solde, bien entendu, de l'impérialisme. Et, en revanche, comme il était difficile aux témoins d'être entendus face à une organisation sûre d'elle et de ses relais d'opinion, drapée dans sa dignité de « parti des fusillés », qui dénonçait dédaigneuse-

ment l'« hystérie anticommuniste » avant d'assener l'argument définitif : « Prouvez ce que vous affirmez ! »

Et comment l'accusateur, pour confirmer ses souvenirs, aurait-il pu produire un quelconque document ? Ils étaient tous verrouillés, à Moscou, dans les archives secrètes du Comité central et des organes de la Sécurité d'Etat. A jamais, pensait-on, puisque les lois du matérialisme historique condamnaient le genre humain à devenir communiste.

« *Qui contrôle le passé, contrôle le futur. Qui contrôle le présent, contrôle le passé.* » Tant que le système soviétique existait, l'aphorisme de George Orwell dans *1984* restait valable et nombreux étaient ceux qui constataient, comme Winston Smith, le héros du roman : « *Que le Parti puisse étendre le bras vers le passé et dire d'un événement :* cela ne fut jamais, *c'était bien plus terrifiant que la simple torture ou que la mort.* »

Pourtant, même les étoiles finissent par s'éteindre un jour. Et celle qui brillait, rouge, sur un sixième des terres émergées s'est effondrée sur elle-même en l'espace de quelques années. Dans le monde entier, les partis communistes se sont retrouvés orphelins. Pire : leurs secrets, soigneusement compilés par des archivistes efficaces (tant il est vrai qu'il n'y a pas d'empire sans bureaucratie, ni de bureaucratie sans archives bien tenues), ont été ouverts aux chercheurs russes et du monde entier. Quelque soixante-quinze millions de documents, rapports, bordereaux, comptes rendus de réunions, lettres, minutes...

Cette mémoire de l'URSS et d'une bonne partie de la planète était presque entièrement concentrée dans deux endroits de la capitale russe distants d'à peine quelques centaines de mètres. Combien de touristes sont passés devant sans s'en apercevoir. Depuis le Théâtre Bolchoï, il suffit de remonter sur trois cents

mètres la rue des Théâtres (ancienne perspective Marx) jusqu'à la place de la Loubianka, où se dresse le complexe de bâtiments qui abritaient l'ancien KGB. Ses archives gardent la trace de toute la fureur et de l'horreur de notre siècle : des dizaines de milliers de comptes rendus d'opérations secrètes, des centaines de milliers de dossiers d'instruction de prétendus ennemis du peuple, de protocoles de recrutement d'informateurs et de mouchards, de rapports de surveillance des personnalités les plus diverses. Et puis le *Fonds n° 7* : quatre cents épais classeurs où ont été rassemblées, depuis 1921, les *listes des fusillés*, succession interminable de millions de noms cochés d'un trait rouge : sentence exécutée [1].

Si notre touriste prend à droite jusqu'à la Vieille Place, son regard risque d'être attiré par le monument aux Grenadiers tombés contre les Turcs plutôt que par le long bâtiment qui s'étend sur le côté droit de la place : l'ancien siège du Comité central (ou CC dans le jargon communiste), le saint des saints du pouvoir soviétique et le véritable centre de gouvernement du pays. C'est là qu'avaient leur bureau tous les secrétaires généraux du Parti qui se sont succédé depuis Staline. Mikhaïl Gorbatchev, devenu président de l'URSS en 1990, continuait à préférer son cabinet de travail de l'immeuble du CC à celui qu'on lui avait spécialement aménagé dans le bâtiment du gouvernement, au Kremlin.

Au lendemain de la tentative de coup d'Etat d'août 1991, une foule en colère investit les locaux, mais les archives furent préservées. Là dormaient les véritables

1. L'écrivain russe Vitali Chentalinski a eu accès à ce Fonds n° 7 ainsi qu'à bon nombre de dossiers concernant des gens de lettres, réprimés ou non, comme Isaak Babel, Ossip Mandelstam ou Maxime Gorki. Le résultat d'une partie de ces recherches a été publié en français : *La Parole ressuscitée. Dans les archives littéraires du KGB*, Robert Laffont, Paris, 1993.

secrets du pouvoir soviétique : comptes rendus des séances du Politburo, documents des différentes sections du CC qui supervisaient l'économie du pays, l'armée, les relations avec les pays et les partis frères, les affaires internationales... Et puis, plus d'un million de dossiers consacrés aux cadres qui ont fait fonctionner le système soviétique depuis son origine : membres de l'appareil et haute nomenklatura. Tout cela sagement rangé dans une succession de salles d'aspect vieillot, mais dont les équipements étaient à la pointe du modernisme dans les années cinquante. D'énormes structures en acier se mettaient en mouvement sur la simple pression d'un bouton (rouge, comme il se doit), pour former des allées dans lesquelles le visiteur se sentait bien vite isolé du monde. Pour celui qui ne connaissait pas le système de rangement, les étagères constituaient un véritable dédale. Les dossiers, référencés par des codes abscons, sans indication de nom, semblaient classés sans ordre apparent et les personnages les plus illustres et honorés, comme le maréchal Kliment Vorochilov, commissaire du peuple à la Défense et l'un des créateurs du complexe militaro-industriel soviétique, côtoyaient d'obscurs secrétaires régionaux du Parti.

Après l'effondrement du pouvoir communiste, les Archives de l'URSS ont été divisées en cinq fonds distincts :

• *Le Fonds présidentiel* regroupe les anciens documents du Bureau politique ainsi que les archives de l'Etat soviétique et des anciens ministères. Son nom provient du fait qu'en 1990, après l'abandon du rôle dirigeant du Parti, l'ensemble de ces pièces avait été placé sous l'autorité du président de l'URSS, M. Gorbatchev. Leur contenu est confidentiel et le restera encore cinquante ans. Seul le gouvernement russe est habilité à réduire ce délai ou à autoriser les chercheurs à consulter certaines pièces. En 1992, le président

Boris Eltsine remit aux autorités de Varsovie des documents issus de ce fonds et prouvant que Staline avait bien ordonné l'exécution, près de Katyn et d'autres localités biélorusses, de 24 857 militaires et civils polonais faits prisonniers en 1939, après l'invasion et le partage de la Pologne par les troupes nazies et soviétiques.

• *Les archives du Comité central du PCUS* comprennent, en plus des documents du Parti, ceux de l'Institut Marx-Lénine qui gérait les archives personnelles et les « reliques » du fondateur de l'Etat soviétique. Quantitativement, ce sont les plus importantes. Exploitées avec l'aide de la bibliothèque du Congrès des Etats-Unis, de l'Institut Hoover et de plusieurs éditeurs, elles conservent l'histoire des relations, notamment financières, du Parti communiste soviétique avec les partis frères.

• *Les archives du ministère de la Sécurité de Russie* contiennent les documents du KGB et de ses prédécesseurs : Tcheka, GPOu, NKVD/GOuGB, MGB... Le délai de confidentialité a également été fixé à cinquante ans pour éviter à la fois la divulgation de secrets opérationnels et les débordements comme ceux qui ont accompagné, dans l'ex-Allemagne de l'Est, l'ouverture des archives de la Stasi, la police politique du régime.

• *Les archives de l'Institut d'histoire militaire* ont été constituées à partir des anciennes archives de l'armée soviétique.

• *Le Fonds étranger* comprend tout à la fois les archives du Komintern et des tonnes de dossiers saisis par les Soviétiques dans les pays occupés après la guerre, notamment la moitié des archives de l'Allemagne nazie. Là se trouvaient également les documents du Deuxième Bureau français, transférés par les Allemands à Berlin en 1943, que M. Eltsine a décidé de restituer à la France lors de sa visite à Paris, en février 1992.